



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

22 /02/2024

Contre la politique d'austérité : organiser la résistance populaire et la lutte

Face à une croissance en berne (entre +0,1 % et +0,2 %) au premier trimestre selon la Banque de France, le ministre de l'Économie et des Finances annonce 10 milliards d'euros d'économie.

La moitié des économies, soit cinq milliards d'euros, devront être trouvés sur le budget de fonctionnement de « *tous les ministères* ». Des milliards manquent déjà pour l'hôpital public, le système de santé est en train de s'effondrer ! Austérité à tous les étages et coup de rabot dans les budgets.

Plusieurs coupes « sociales » seront concernées notamment :

- * Les aides à la rénovation énergétique seront largement rabotées. MaPrimRénov' passera de 3,5 milliards d'euros en 2023 à 4 milliards cette année, loin des 5 milliards d'euros envisagés alors que 12 % des ménages souffrent de précarité énergétique, 7 millions de logements sont des passoires thermiques.

- * Le compte personnel de formation : Thomas Cazenave annonce la mise en place d'une « *participation forfaitaire* » dès 2024. C'est 200 millions d'euros d'économie pris dans la poche des salariés, une disposition qu'il estime "*juste et nécessaire*" !

- * Les recrutements des fonctionnaires seront décalés : 700 millions d'euros seront économisés sur la masse salariale de l'État.

- * 750 millions concernent la baisse des achats de l'État.

- * Un milliard d'euros en moins de l'aide publique au développement « *verts* » des collectivités.

- * L'Agence nationale de la cohésion des territoires, Business France, France compétences ou encore le Centre national d'études spatiales se verront délestés d'un milliard d'euros.

- * Mais pas touche au budget armement avec l'objectif des 2 % du PIB pour 2024 comme exigé par l'OTAN et les USA. Macron lors de la visite de Zelenski à Paris a promis 3 milliards d'aide en 2024 pour l'Ukraine. Qui va payer ? La réponse est claire : les salariés !

Et ce n'est pas fini, le gouvernement a prévenu : « *il est fort probable que nous ayons à faire plus de 12 milliards d'économie supplémentaire l'année prochaine* ».

Un ensemble d'économies aux conséquences sur les portefeuilles des classes populaires, une nouvelle offensive frontale contre le monde du travail, contre les chômeurs et le droit du travail puis sur fond des injonctions des agences de notation internationales.

Dans le même temps la crise du niveau de vie continue de s'aggraver. Près de 87% des Français ont modifié leurs habitudes alimentaires et 65% renoncé à des dépenses liées aux loisirs. Le journal « *Le Monde* » notait que les banqueroutes d'entreprise à travers l'Europe étaient au plus haut depuis 2008-2009. Une réalité qui se traduit déjà par des faillites notamment dans la distribution des textiles mais aussi par des vagues de licenciement en France 250.000 emplois seraient menacés en 2024 selon le groupe de banques BCPE. Ford prévoit la suppression de 10 % de son personnel européen alors que son groupe vient d'annoncer 20 milliards de profit, le groupe Forvia va supprimer 10.000 postes dans les cinq prochaines années alors que l'entreprise va verser 100 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Des milliers de salariés intérimaires servent de variable d'ajustement dans les entreprises ils sont jetés comme des Kleenex...

Organiser, développer la lutte est la seule voie pour que ceux qui vivent de leur travail, la jeunesse, les retraités obtiennent satisfaction à leurs justes revendications et contre l'offensive brutale que promettent cette année encore main dans la main patronat et gouvernement. Il y a urgence : c'est l'austérité qui vient.

Le gouvernement change?

Non, c'est un changement sur la forme mais pas sur le fond. Macron resserre sa base avec un gouvernement prêt à appliquer un cap de guerre sociale comme l'a fait son premier ministre à l'occasion de son discours de politique générale. Le pouvoir va continuer dans le même sens en accélérant encore le détricotage de tout ce que les salariés ont conquis sur les patrons des grandes entreprises monopolistes. Loi immigration, réforme de l'assurance chômage et du RSA, offensive contre l'école, annonce d'une nouvelle loi travail..., le gouvernement poursuit son offensive contre les étrangers, les plus précaires et l'ensemble du monde du travail. Macron n'hésite pas à puiser directement dans le programme de l'extrême-droite pour s'attaquer aux travailleurs et aux classes populaires.

Attal s'assure d'une équipe prête à accompagner le renforcement autoritaire du régime. il s'attaque aux chômeurs en fin de droits, à tous ceux qui sont dans la misère et survivent du RSA et qui pour quelques centaines d'euros devront donc travailler quasi gratuitement, il annonce la révision des règles de l'assurance chômage en basculant l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) au RSA privant ainsi les allocataires de la validation de trimestre pour la retraite « *nous considérons que la retraite doit être le fruit du travail* » dit-il. Il s'attaque au statut de le fonction publique et sous prétexte de *désmicardisation* ouvre les vannes de nouvelles exonérations patronales qui vont encore affaiblir le socle des retraites et de la protection sociale réduire les droits des salariés et des chômeurs au profit des capitalistes!

L'axe dessiné par Macron va se heurter à une réalité: la croissance de la France est à la peine, les investissements sont à l'arrêt et le chômage repart à la hausse. En parallèle, l'inflation continue d'écraser les classes populaires et les hausses des salaires s'annoncent cette année encore plus maigre que l'année précédente.

La question salaire reste la principale préoccupation.

L'argument matraquait ces derniers jours : les salaires augmenteraient plus vite que l'inflation est faux. **Sur 3 ans les salaires du privé ont augmenté de 9,7 %, dans le public 5 % d'augmentation du point d'indice alors que les prix ont augmenté de 12,8% !** Une moyenne car pendant cette même période: l'inflation de l'alimentation atteint 21 %, celle de l'énergie 36 %... Dans la dernière note de conjoncture de l'Insee en février le salaire moyen réel de base des salariés du privé a reculé de 1,9% en 2022 et de 0,6% en 2023. Dans le secteur public le salaire moyen par tête a connu deux reculs consécutifs de 0,9 % au cours de ces deux dernières années.

Les grèves se développent liant salaires et conditions de travail dans de nombreuses entreprises

La question du salaire est la première revendication avec les conditions de travail et ces dernières semaines la lutte monte dans les entreprises : mobilisation massive des personnels de l'Éducation Nationale, à EDF, dans les dépôts pétroliers de la SDFM, à Arcelor Mittal, à Safran, dans la santé, mais aussi à la Poste, à la SNCF avec les contrôleurs qui seront suivis par les aiguilleurs, dans beaucoup de département les salariés s'organisent, les luttes fleurissent. C'est aussi le mouvement des agriculteurs qui continue de plonger le gouvernement dans la tourmente, il esquivé la principale revendication : le revenu des paysans et les superprofits de la distribution et de l'agroalimentaire comme Lactalis (revoir hebdo 858).

Toutes ces luttes montrent la détermination des travailleurs, de la jeunesse, du peuple.

La question de développer la mobilisation partout encore plus forte est posée

Il faut arrêter le maintien de la logique du « *dialogue social* ». 1000 syndiqués CGT sont poursuivis en justice, le droit de grève est remis en cause et les directions syndicales sont toujours arrimées au dialogue social avec les ministres et le patronat, très loin de l'offensive à mener contre le capital, la loi immigration, contre les attaques des chômeurs, du RSA, de l'école, du service public et dernièrement le droit du sol sur Mayotte. L'heure n'est pas à la pause, ni au compromis avec le capital et le gouvernement.

Face à la violence de la politique du capital conduite par Macron et le capital une seule réponse: **organiser la résistance populaire et la lutte .**